

# Figures de l'urbanisation contemporaine : les grands récits à l'épreuve

Par Martine Drozd et Cynthia Ghorra-Gobin

**Martine Drozd**, CNRS-Latts, Ecole des Ponts ParisTech, Université Paris-Est Marne-La-Vallée  
martine.drozd@enpc.fr

**Cynthia Ghorra-Gobin**, CNRS-Creda, Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3  
implementation@orange.fr

## ► L'urbanisation comme enjeu des sciences sociales et de la géographie urbaine

La géographie a d'abord été pensée dans notre contexte national comme une discipline mettant en scène la vision d'un État territorial. Quant à la géographie urbaine (Nédelec, 2018), elle a réussi à s'imposer à partir des années 1960 avec la reconnaissance de l'urbanisation comme phénomène national et mondial. Mais si l'on reprend la typologie d'appréhension de la ville dans les sciences sociales à la suite de Bernard Lepetit (1996) ainsi que de Christian Lefèvre et Gilles Pinson (2018) qui différencient la ville comme « cadre », comme « sujet » ou comme « objet », que peut-on dire du dossier que nous coordonnons ? En premier, la ville fournit des cadres c'est-à-dire des terrains d'enquêtes aux sciences sociales tout simplement parce que le monde continue de s'urbaniser et que la ville se métamorphose sous l'effet de la métropolisation indissociable de la mondialisation et de la globalisation (Ghorra-Gobin, 2012 ; Lussault, 2017). Ensuite, la ville commence à être appréhendée en tant que sujet ou acteur collectif suite au constat d'une globalisation du capitalisme s'enracinant dans le fait urbain (Harvey, 2000 ; Sassen, 2011). Les innovations urbaines et les initiatives des gouvernements urbains allant dans le sens d'une politique d'attractivité s'inscrivent sur le mode explicite dans les critiques de l'urbanisme néolibéral. Mais la ville a encore du mal à s'imposer comme objet. Rares sont encore les études qui réussissent à démontrer combien la ville ou la métropole constituent des environnements particuliers susceptibles d'engendrer des phénomènes et des mobilisations politiques. En d'autres termes, ce dossier s'inscrit dans une perspective visant à saisir l'urbain comme une variable indépendante:

Il est ainsi question de revoir quelques grands récits concomitants de la mondialisation.

Prolongeant le numéro publié en mars 2017 (Ghorra-Gobin et Paddeu, 2017), cette livraison de l'*Information géographique* invite à explorer comment les sciences sociales du territoire, la géographie, la sociologie et l'économie pensent et appréhendent les dynamiques urbaines contemporaines. L'édition précédente, centrée sur l'analyse des mouvements sociaux urbains, laissait entendre les voix dissidentes de l'urbanisation contemporaine. Évoquant tour à tour la diversité des formes de l'engagement environnemental en ville (intervention des humains et des non-humains dans la gestion des espaces verts) ou les luttes urbaines opposées aux dépossessions habitantes, les textes rendaient compte des politisations émergentes et de nouveaux rapports à la citoyenneté. Cette livraison du printemps 2019 offre quant à elle des éléments pour déconstruire quelques figures de l'urbanisation contemporaine. Portant un regard distancié sur des catégories devenues génériques, les textes réunis s'attachent à restituer la diversité des mondes urbains actuels. Ils mettent à l'épreuve des figures convenues (l'urbanisme des grands réseaux, la métropolisation, la ville dense, le tournant numérique) pour donner à lire la diversité des configurations territoriales existantes, tributaires de conditions politiques, sociales et matérielles situées.

## ► Perspective sur les problématiques contemporaines

Plusieurs textes poursuivent l'exploration des dynamiques d'intégration et de mise en réseau des territoires, que ces dynamiques soient permises par une extension du domaine de la finance de marché dans l'économie de la production urbaine, par la transition numérique des environnements ou par la circulation de modèles urbains. La métropole des années 1980 avait été le support de la restructuration de l'économie mondiale, lieu de la formation de régions urbaines globalisées, centres névralgiques de système de production globalisés (Halbert, 2010 ; Ghorra-Gobin, 2015). La région urbaine des années 2010, dans sa matérialité même, est devenue un moteur de création de valeur, en particulier pour l'industrie immobilière. Le volume des transactions ainsi que leur montant a ainsi considérablement augmenté depuis 2000, en particulier dans et entre les villes dites « globales » (Fuerst *et al.*, 2014). La part de l'industrie immobilière dans le PIB dans les économies nationales a également fortement progressé dans les pays de l'OCDE (Liu *et al.*, 2005). Plusieurs articles du dossier analysent les incidences de cette évolution, sur les formes urbaines produites et sur la définition des politiques publiques. Ils montrent ainsi comment la mise en œuvre de certaines actions, comme la fourniture de logements, l'accompagnement du vieillissement

démographique ou la transition écologique, sont fortement tributaires de la croissance des marchés immobiliers, nourrissant l'hypothèse d'un tournant immobilier des politiques urbaines (Shatkin, 2017).

Rappelons quelques éléments de contexte qui permettent de saisir l'intrication croissante entre finance de marché, croissance du secteur immobilier et politiques urbaines. Depuis les années 1970, la libéralisation de la circulation des flux de capitaux à l'échelle globale a favorisé les investissements directs étrangers, dont un pourcentage croissant est désormais consacré à l'investissement immobilier. Dirigés vers quelques sites privilégiés jusqu'à la fin des années 1990, en particulier les quartiers d'affaires et les grands centres commerciaux européens et nord-américains, les flux mondiaux d'investissements transforment désormais toute sorte de territoires urbains : grands projets d'aménagement, équipements et infrastructures sont désormais aussi financés par ces flux globalisés. Un volume croissant de capitaux disponibles, en provenance des États rentiers, des économies émergentes et des fonds d'épargne des États-providence ont ainsi contribué à une diversification croissante des circuits de financement de la production urbaine et à une intégration croissante des marchés financiers, du secteur de l'immobilier et des politiques urbaines. Mais le « tournant immobilier » ne concerne pas seulement les dynamiques macroéconomiques ou le financement de la production urbaine. Il constitue désormais un élément fondamental de « l'urbanisme d'austérité ». Initialement mobilisée par les décideurs des collectivités soumises à un intense mouvement de désindustrialisation pour protéger les espaces productifs locaux (Caravaca et Mendes, 1994), l'expression renvoie désormais à la mise en place d'un régime de rigueur budgétaire caractérisé par une très forte diminution de la contribution des États au fonctionnement et aux investissements des territoires locaux (Peck, 2012 ; Briche, 2016).

En Europe, les villes anglaises, en particulier Londres, sont emblématiques du lien entre austérité budgétaire et marchandisation accrue des environnements urbains. L'étude des modalités territoriales de la diminution des dotations en provenance de l'État central montre ainsi que les capacités de gestion et d'investissement des gouvernements locaux ont été fortement entamées, mais de façon très inégales, en fonction des localités, conduisant à une exacerbation des injustices territoriales : les collectivités où les besoins sont les plus importants sont celles qui ont le plus démesurément subi les effets de la diminution des financements publics (Drozd, 2012 ; Gray et Bardford, 2018). Face à cette situation extrêmement contrainte et la menace d'une diminution voire d'une disparition des services locaux, certaines collectivités et certaines agences ont décidé d'opérer un « tournant immobilier » pour maintenir leur niveau de service : Transport for London (TfL), l'agence

du Grand Londres responsable de la gestion et de l'entretien des services de transport a ainsi opéré une mue « immobilière ». Afin de maintenir un niveau de service équivalent alors que l'État prévoit de se désengager intégralement du financement de l'agence d'ici à 2021, les services de TfL ont décidé de maximiser les revenus tirés de l'exploitation de leur patrimoine foncier et de construire des logements sur leurs terrains, dans des quartiers où les marchés résidentiels sont les plus dynamiques. Une partie des revenus tirés de l'exploitation de ces logements serviront directement à financer le fonctionnement de l'agence, renforçant les dynamiques d'intégration de la fourniture des services et des marchés immobiliers.

Parallèlement à la globalisation des marchés immobiliers urbains, la thématique du « tournant numérique » incarné par le slogan « smart city » fait l'objet de nombreux débats médiatisés. Trois figures structurent les discussions. La première présente la « smart city » comme une innovation technologique (se traduisant par des capteurs, objets connectés et Internet) allant dans le sens d'une simple optimisation de services urbains et de l'urbanisme des réseaux proposée cette fois-ci par des entreprises privées. La deuxième met l'accent sur l'émergence d'un « régime collaboratif » autorisant usagers, opérateurs de réseaux (publics et privés) et élus locaux à travailler ensemble, soit une image qui relèverait de la « fiction ». Il ne s'agit plus simplement de gérer les questions administratives sur le mode virtuel (*e-government*)<sup>1</sup> mais de faire émerger l'*e-democracy*. La troisième figure renvoie au principe d'une innovation majeure autorisant une gestion stratégique de la ville en cours de recomposition spatiale, sociale et économique sous l'effet de la mondialisation, de la globalisation et de la révolution numérique (Ghorra-Gobin, 2018)<sup>2</sup>.

Le tournant numérique a émergé dans l'univers des entreprises high tech de la Silicon Valley souvent désignées par le sigle GAF A (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui ont la prétention d'inventer le devenir urbain et d'assurer l'avènement d'une humanité connectée. Il est alors question d'optimisation technique du fonctionnement de la ville et de l'offre de services urbains grâce à la maîtrise de données numériques dans des domaines aussi variés que la transition énergétique, la mobilité ou la qualité de l'air. Mais ces entreprises véhiculent également le message de l'intelligence collective (et non celui de l'intelligence artificielle), du civisme numérique (*digital civics*)

---

1. . La notion de *e-government* renvoie à la dématérialisation de la relation administrative qui dans les rapports officiels est perçue comme un facteur d'inégalités d'accès aux services publics et comme l'avènement d'un État plateforme.

2. . Pour plus de précisions, consulter le dossier "Smart city, fiction et innovation stratégique" coordonné par Cynthia Ghorra-Gobin in *Quaderni* N°96, 2018.

de l'instauration d'une relation directe entre l'élue(e) et ses administrés (*e-democracy*) bref du vivre-ensemble. Il ne s'agit pas d'une représentation de la ville pensée comme un système de flux numérisés (Goldsmith et Crawford, 2014), mais celle d'individus capables de produire des « externalités positives » parce que conscients et désireux d'améliorer la qualité de leur environnement. Les usagers opteraient pour une consommation raisonnée de ressources non renouvelables, ils seraient éco-responsables. La technologie n'est plus perçue comme un indicateur de l'intelligence d'un système d'information (algorithmes puissants et subtils) mais comme un outil au service d'un projet collectif se dessinant à l'échelle mondiale. En d'autres termes la « fiction » ou encore cette ferme croyance dans le progrès qui serait le moteur de la technique et par là de la politique. Pour les géographes anglo-américains (Wiig et Wyly, 2016) le tournant numérique correspond moins au triomphe de techniques numériques qu'à un puissant processus de transformation des villes touchant aussi bien leur gouvernance que les politiques de l'aménagement urbain.

Outre le tournant immobilier et le tournant numérique, la ville fait face à l'ambition de la transition écologique et plus précisément à la transition énergétique. Dans un contexte marqué par une prise de conscience de la finitude de l'environnement naturel et du changement climatique, la transition écologique se traduit par la quête d'un nouveau modèle social et économique qui renouvelle nos modes de consommer, de produire et vivre ensemble pour répondre aux enjeux environnementaux, à la rareté des ressources, la perte de la biodiversité et la multiplication des risques sanitaires et environnementaux (Bourg et Papaux, 2015). Or cette recherche d'un nouveau modèle ne va pas sans remettre en cause le principe et le fonctionnement des grands réseaux urbains qui avaient permis de structurer l'urbanisation dès l'époque industrielle. La transition écologique qui entraîne une baisse de consommations de la part des habitants se produit au même moment où émergent des réseaux dits décentralisés allant dans le sens de territoires énergétiques locaux parallèlement à leur inscription dans les réseaux numériques. Faut-il alors imaginer l'ère « post-réseau » (Rutherford et Coutard, 2018) ?

Avec la mondialisation (intensification des flux et des échanges), la globalisation (métamorphose du capitalisme et sa financiarisation) et la planétarisation (prise de conscience d'une humanité vivant sur une planète fragile), les villes et les métropoles se recomposent et se transforment alors que l'urbanisation du monde se poursuit. Ces bouleversements qui se produisent à différentes échelles mettent à rude épreuve les grands récits de l'urbain.

Plusieurs textes du dossier permettent de prendre la mesure des nouvelles dynamiques d'intégration territoriale liées à des changements socio-économiques de grande ampleur tout en observant également ce qui se passe aux marges de ces dynamiques d'intégration. Entre grands projets urbains arrimés aux circuits d'investissements internationaux, construction et circulation de modèles urbains « intelligents » reposant sur l'intégration, dans l'environnement urbain, de technologies de l'information et de la communication, les figures urbaines de la globalisation contemporaine semblent s'appuyer sur une intégration toujours croissante à l'échelle internationale. Ce processus d'intégration territoriale, dont les premières manifestations ne sont pas récentes mais dont on semble assister à un approfondissement permanent, se caractérise en particulier par la consolidation d'un espace économique et culturel transnational.

## ► Présentation des articles

Dans l'article qui ouvre ce numéro, Guilhem Boulay montre comment la géographie urbaine est animée depuis une dizaine d'années par un intérêt ravivé pour les questions économiques, en particulier financières. La crise des *subprimes* de 2008 aux États-Unis, comme l'émergence de nouveaux acteurs du financement de la production urbaine, en particulier des fonds d'investissement internationaux aux capacités capitalistiques inédites, invitent à interroger à nouveaux frais les enjeux du financement des espaces urbains, fortement arrimés à des évolutions réglementaires internationales. L'article de G. Boulay propose pour cela de dresser un panorama des travaux qui, en Europe, en Asie et en Amérique du Nord ont montré comment la diffusion d'une ingénierie comptable issue du monde de la finance de marché transformait radicalement les modes de production des espaces urbains et la façon de concevoir les politiques urbaines. Entraînant une standardisation architecturale et urbanistique des projets pour correspondre aux attentes d'investisseurs attentifs à la « liquidité » de leurs actifs, il analyse comment ces travaux ont montré que l'extension du domaine de la finance de marché dans l'urbanisme a pour conséquence de rendre plus difficile la prise en compte des besoins des territoires. Ajoutons que même dans le cas des circuits de financements relevant de ce que l'on pourrait appeler une finance hétérodoxe ou alternative, comme la finance verte (destinée à favoriser les projets réduisant les empreintes carbone ou favorisant la transition écologique) ou la finance sociale (allouant des capitaux à des initiatives visant à réduire les inégalités sociales), les besoins politiques des territoires et des populations sont subordonnés à des rationalités financières (retour sur investissement, capacité à effectuer des levées de fonds pour financer les projets, *etc.*).

L'article d'Olivier Ninot et Elisabeth Peyroux sur la « smart city » commence par souligner les difficultés de la géographie urbaine pour l'appréhender. Pour ces spécialistes, la « smart city » ne peut correspondre à un « modèle » car il ne rend pas compte des modalités d'appropriation dans les Nord et dans les Suds. Elle ne peut non plus s'apparenter à une « fiction narrative » jugée beaucoup trop simpliste. Aussi Olivier Ninot et Elisabeth Peyroux proposent de rendre compte du tournant numérique en développant l'idée d'un « numérique généralisé » qui serait étudié dans un espace interdisciplinaire. En raison d'une forte imbrication de la « smart city » dans la ville et les territoires, la conclusion conduit à poser de nouvelles questions sur l'avenir de l'urbain.

Après le tournant immobilier et le tournant numérique, Daniel Florentin s'interroge sur les enjeux que pose l'avènement de la « ville sobre de réseaux », une figure urbaine conforme à ce désir de transition écologique. Cette figure représenterait en quelque sorte un modèle susceptible de disqualifier l'urbanisme des réseaux qui a modelé les villes (au Nord et souvent dans les Suds) dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Daniel Florentin livre aux lecteurs les controverses qui animent le débat des chercheurs : il évoque la « triple » déstabilisation de l'urbanisme des réseaux. Suite à la décroissance des réseaux, à l'approfondissement de logiques décentralisés d'approvisionnement en eau et en énergie, sans oublier le développement d'outils numériques de type « *smart grids* », comment faut-il imaginer l'urbain « post-réseau » ? Daniel Florentin y répond en mettant en scène les tensions et les conflictualités entre transition numérique et transition énergétique. Il inscrit ainsi la ville « sobre de réseaux » comme un enjeu majeur de la recherche dans les études urbaines.

Autre figure centrale du discours contemporain sur les espaces urbains, la métropolisation est l'objet du texte d'Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti. Désignant historiquement un concept d'ordre plutôt démographique, les centres urbains les plus peuplés, le concept de métropole évolue dans les années 1980 pour désigner plus précisément une forme territoriale d'adaptation aux recompositions économiques. La métropole devient le territoire où se concentrent les centres de décision, les fonctions et les emplois stratégiques pour coordonner la production de valeur dans le système économique capitaliste contemporain. Les travaux d'Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti invitent les chercheurs et les décideurs à s'affranchir de cette idéologie qui lie inexorablement, dans un discours enchanteur des territoires métropolitains, la compétitivité, l'attractivité, la métropolisation et l'excellence (CAME). Pratiquant une économie encastrée dans ses territoires, remontant et démontant patiemment les chaînes de production de valeur pour mettre au jour toutes les interdépendances qui lient les territoires productifs entre eux, déconstruisant les chiffres pour montrer toute l'efficacité, l'innovation et la

résilience des espaces dits secondaires ou périphérique, ils incarnent une posture qui a le mérite d'offrir une pensée alternative au tout-métropolitain, à un moment où les débats semblent se cristalliser autour d'une opposition entre métropole et périphérie qui semble bien peu refléter la diversité des réalités territoriales existantes.

L'article d'Armelle Choplin analysant les processus d'urbanisation de l'axe urbain qui va d'Accra (Ghana) à Lagos (Nigeria) et qui relie cinq grandes villes d'Afrique de l'ouest contribue au débat sur l'urbanisation planétaire. L'auteur souhaite ainsi rompre avec l'image d'une Afrique sous-urbanisée tout en « désoccidentaliser la pensée urbaine ». Mais contrairement à ce qui se produit en Europe, la production de l'urbain s'avère « incrémentale » car elle résulte principalement de dynamiques d'auto-construction par les habitants. L'histoire économique du « corridor urbain » qui relève de la catégorie des 'megacities' est avant tout celle de pôles portuaires devenus pôles urbains. L'urbanisation diffuse contemporaine s'inscrit donc dans un espace de circulation ancien qui devient progressivement un espace de production. La caractéristique majeure de cette urbanisation provient du fait qu'elle se déroule « sans ville » (en dehors de toute offre publique de services urbains). On y trouve en revanche des « marqueurs urbains » comme l'omniprésence de quincailleries qui vendent du matériel de construction et qui attirent les géants du ciment. D'où l'hypothèse d'associer les frontières du capitalisme aux frontières du ciment. L'auteur conclut son analyse en soulignant l'attractivité que représente ce « corridor » pour les bailleurs de fonds comme pour les entreprises dirigées par des « repats » (anciens expatriés qui reviennent dans le pays d'origine) en dépit de défis majeurs liés aux inégalités sociales et spatiales. Les centres villes modernes avec leurs tours de verre, leurs malls et quartiers fermés contrastent avec les bidonvilles juchés sur des tas d'ordure.

L'article de Gilles Martinet décrit les transformations immobilières dans deux barrios (Villa Urquiza et Villa del Parque) de la métropole de Buenos Aires qui voient ainsi disparaître la maison familiale du paysage urbain au profit d'un urbanisme de verticalisation. À partir d'un travail de terrain et d'enquêtes ethnographiques, il analyse la recomposition de deux barrios. Ici le tournant immobilier ne produit pas de la gentrification mais il modifie sensiblement les formes de l'habiter et les modalités d'appropriation de ces espaces. Les habitants sont de plus en plus contraints de s'inscrire dans la mobilité métropolitaine. Néanmoins constate Gilles Martinet l'image du barrio continue d'être partagée et valorisée par les habitants même si ces derniers n'ont plus véritablement prise sur la production des espaces où ils résident.



L'article de Sophie Buhnik aborde les effets du vieillissement sur l'organisation spatiale des villes et l'adaptation de l'urbanisme à un contexte démographique inédit où les seniors sont désormais majoritaires. Le texte dresse un état des lieux des travaux récents sur le sujet, en abordant à la fois « ce que le vieillissement fait à la ville » et « ce que la ville fait aux personnes qui y vieillissent ». La transition démographique actuelle, et l'augmentation de la part des personnes âgées dans les espaces urbains, interrogent la façon dont nos villes accueillent et s'adaptent à ce public aux besoins particuliers. À travers une exploration du cas japonais, laboratoire des politiques urbaines du vieillissement, Sophie Buhnik montre toute l'importance d'une analyse des environnements urbains dans la compréhension du phénomène et de ses effets sociaux. Dans sa matérialité même, l'environnement bâti, à travers la présence et l'agencement des équipements, l'aménagement des espaces publics, la forme des bâtiments, des logements, détériore ou au contraire améliore la qualité de vie des personnes touchées par les effets physiologiques et cognitifs de l'âge. En s'intéressant à la question de la continuité du peuplement, c'est-à-dire aux conditions de maintien *in situ* des personnes tout au long de leur vie, l'auteur montre que la continuité n'est permise que par une adaptation et une modification des environnements existants. Dans un contexte de compétition inter-territoriale pour attirer résidents et investissements, Sophie Buhnik souligne que les territoires sont loin d'avoir des capacités similaires pour permettre à leur population de « bien vieillir », entraînant une hiérarchisation des espaces et un abandon des lieux les moins bien lotis.

Les six articles réunis dans ce dossier documentent à partir de différentes thématiques le phénomène de l'urbanisation-métropolisation ou encore « urbanisation planétaire » qui concerne le niveau mondial, les Suds et les Nords (Brenner et Schmid, 2014) . Ils soulignent les transformations et recompositions sociales, spatiales et économiques sous l'effet de la révolution numérique, de la circulation des capitaux et de la mobilisation progressive en faveur de la transition écologique. Au travers de l'objet « ville », ils donnent à voir les différentes facettes de la mondialisation et de la globalisation mais aussi les contradictions telles qu'elles sont véhiculées par les discours relatifs au « récit métropolitain », à la « ville sobre de réseaux » et aux « rationalités financières ».

### ■ Bibliographie

Bourg D., Papaux A. (2015), *Dictionnaire de la pensée écologique*. Paris, Puf, 630 pages.

Brenner N., Schmid C. (2014), The Urban Age in Question. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38 N°3, p. 731-755.

- Briche H. (2016), Urbanisme d'austérité » et marginalisation des acteurs publics d'une ville en déclin : le cas de la rénovation urbaine à Detroit. *Métropoles*, vol. 18, <http://metropoles.revues.org/5267>
- Caravaca I., Mendez R. (1994), Industrial Revitalization of the Metropolitan Areas in Spain. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 18 N°2, p. 220-233.
- Coutard O. (2010), Services urbains; la fin des grands réseaux ? In : O. Coutard, J.-P. Levy (dir.), *Écologies urbaines*, Anthropos, 2010, p. 102-109.
- Drozdz M (2012), La réforme du gouvernement local à Londres : association ou abandon des citoyens ? *Métropolitiques*. <https://www.metropolitiques.eu/La-reforme-du-gouvernement-local-a.html>
- Fuerst F., Milcheva S., Baum A. (2015), Cross-Border Capital Flows into Real Estate. *Real Estate Finance*, vol. 31 N°3, 103-122.
- Ghorra-Gobin C. (dir) (2012), *Dictionnaire critique de la mondialisation*. Paris, Arman Colin, 635 pages.
- Ghorra-Gobin C. (2015), *La métropolisation en question*. Paris, Puf, coll. « la ville en débat », 120 pages.
- Ghorra-Gobin C. (dir.) (2018), Smart city, fiction et innovation stratégique. *Quaderni* N°96.
- Ghorra-Gobin C., Paddeu F. (dir.) (2017), Géographies urbaines en recomposition. In : numéro spécial « Quoi de neuf en géographie urbaine ? (1) », *L'Information Géographique*, vol. 81, N°3, p.8-12.
- Goldsmith S., Crawford S. (2014), *The Responsive City: Engaging Communities through Data Governance*, Jossey-Bass, 208 pages.
- Gray M., Barford A. (2018), The depths of the cuts: the uneven geography of local government austerity. *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, vol. 11 N°3, 541–563.
- Halbert L. (2015), *L'avantage métropolitain*. Paris, Puf, coll. « La ville en débat », 140 pages.
- Harvey D. (2000), *The Limits to Capital*. Londres, Verso, 512 pages.
- Lefèvre Ch., Pinson G. (2018), Métropoles: retour sur une revue originale dans le champ des études urbaines. *Métropoles* (revue en ligne) <https://journals.openedition.org/metropoles/5709>
- Liu C., Song Y., Langston C. (2005), Economic Indicator Comparisons of International Real Estate Sectors Using the Oecd Input-Output Database. *International Journal of Construction Management*, vol. 5 N°1, p. 59-75.
- Lussault M. (2017), *Hyper-Lieux. Les nouvelles géographies politiques de la mondialisation*. Paris, Seuil, coll. « La couleur des idées », 295 pages.
- Nédélec P. (2018), *Géographie urbaine*. Paris, Armand Colin, coll. « Portails », 291 pages.
- Rutherford J., Coutard O. (2018), *Beyond the Networked City*. Londres, Routledge, 294 pages.
- Peck J. (2012), Austerity urbanism, *City*, vol. 16 N°6, p. 626-655.
- Sassen S. (1991, 2001), *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton, Princeton University press, 480 pages.
- Shatkin S. (2017), *Cities for Profit. The Real Estate Turn in Asia's Urban Politics*. Cornell University Press, Ithaca, 296 p.

## Figures de l'urbanisation contemporaine : les grands récits à l'épreuve

Wug A., Wyly E. (2016), Thinking through the Politics of the Smart City. Introduction au dossier de la revue *Urban Geography* vol. 37 N°4, p. 485-496.